

L'historien et « ses » « sources »

Journée d'études de l'École doctorale
organisée par Joseph Morsel

30 avril 2003

Centre Panthéon, 12 Place du Panthéon, 1^{er} étage, Salle n° 1

Le rapport de l'historien à ses sources fait partie des interrogations épistémologiques récurrentes de la science historique. Après s'être initialement concentrées sur le problème de la distinction des originaux, des copies et des faux (perspective philologique), les questions ont ensuite porté sur celui de l'objectivité ou de la subjectivité des sources (donc au-delà de l'opposition vrai/faux) et sur les techniques de dévoilement du sens (structuralisme, lexicométrie et analyse discursive, statistiques fondées sur des bases de données informatisées, etc.), assorties à la foi en la valeur heuristique du croisement des types de sources. Puis vint le post-modernisme, fondé notamment sur la décontextualisation et l'élévation au rang de vérité absolue de la fameuse formule de Jacques Derrida « Il n'y a pas de hors-texte », tandis que Hayden White ou Paul Ricoeur proclamaient le caractère littéraire de l'interprétation historique : désormais, il n'était plus question de dévoilement d'un sens déjà là, contenu dans les sources, mais de production de ce sens par l'historien au même titre qu'un écrivain composant un récit. La réception du post-modernisme a été massivement négative chez les historiens : mis à part quelques nouveaux adeptes, ils ont réagi soit par la contre-attaque théorique (p.ex. Roger Chartier) soit, beaucoup plus souvent, par le mépris ou l'ignorance – cette deuxième attitude reposant souvent sur un simple conservatisme disciplinaire, une volonté de ne pas voir ce qui remet en cause la légitimité et l'autonomie de la discipline historique.

Or, si l'on peut considérer aujourd'hui que l'agression ou l'avancée (selon la perspective adoptée) post-moderniste a fait long feu – en raison, sans doute, de l'efficacité des contre-feux théoriques, mais surtout de l'immobilisme des historiens –, il n'empêche que le post-modernisme a clairement mis à jour certaines faiblesses constitutives de la science historique, qui fragilisent le rapport qu'elle prétend établir à la vérité, ne manqueront pas de réapparaître à d'autres occasions et dont l'effet de sape doit de toute manière être combattu. Deux notions connexes jouent ainsi un rôle problématique, parce qu'elles font partie de l'instrumentaire de base des historiens, dont elles minent insidieusement la pratique : « texte » et « source ». La « textualisation » de l'activité historique, réalisée au XIX^e siècle sous l'égide de la philologie (elle-même constituée sous l'emprise de l'herméneutique chrétienne), contribue à restructurer complètement le champ documentaire, ne serait-ce qu'en rapportant tous les types de document à un critère unique (le fait d'être écrits), les opposant par là-même à l'iconographie et à la musique, et en éliminant la matérialité du document de la formation de son sens. Mais si ce problème de la « textualisation » de la pratique historique a été particulièrement mis en valeur par les débats autour du « texte » et de la « déconstruction » post-moderne de son sens – ce qui se traduit déjà par quelques travaux autour de la pertinence de cette notion pour les historiens –, il n'en va pas de même pour les problèmes posés par la notion de « source », qui pourrait bien avoir été justement celle qui a fait le lit de l'usage générique du « texte ».

L'intérêt de se pencher sur cette notion de « source » et son usage par les historiens apparaît ne serait-ce qu'à travers l'examen de deux expressions dont l'usage courant par les historiens est sans doute symptomatique de leurs

représentations profondes : les « sources disponibles » et « mes sources ». La première expression revient à considérer implicitement que les sources pré-existent à l'historien : elles sont objectivement déjà là, elles l'attendent, il les trouve – plus ou moins facilement, certes, mais ce n'est qu'une affaire de temps – et leur existence est alors fondamentalement d'ordre arithmétique : elles sont le résultat de la soustraction « sources produites – sources détruites = sources disponibles », soustraction qui hante de nos jours l'idée de la conservation absolue (et qu'entretiennent les représentations courantes des dépôts d'archives en tant qu'ensembles clos et dénombrables). L'expression « sources disponibles » (ou même celle de « sources utilisées », qui sous-entend l'existence de « sources inutilisées », donc de sources en-dehors de leur utilisation) conduit ainsi à faire disparaître le fait que c'est l'historien qui construit ses sources, non seulement par la recherche de documents au gré de ses questionnements, mais aussi et surtout par le mode d'interrogation du document : ce qui fait la source, c'est son utilisation en tant que source, et non une qualité intrinsèque d'origine (en premier lieu sa date ou son auteur). Mais cette étape de la construction de la source n'est que la dernière d'un long processus que l'expression « sources disponibles » élimine non seulement par son segment « disponibles », mais aussi et surtout par son segment « sources » : car le terme évoque un point d'origine (outre les images de pureté/transparence et de linéarité véhiculées par la métaphore du cours d'eau), alors que le document est un *produit*, le résultat de multiples opérations qui contribuent à en border le sens. Le document est en effet un produit idéal/matériel de son temps (ce qui interdit entre autres de le réduire à son contenu-texte), il est le produit idéal/matériel de stratégies de conservation différentielle dès son époque (qui reconfigurent profondément son inter-textualité et « inter-documentalité »), il est le produit idéal/matériel de son archivage actuel (qui injecte des logiques institutionnelles spécifiques que l'on rétro-projette sur le passé en même temps qu'on prétend le lire à travers des sources *classées*). La transformation du document en « source » doit donc impérativement inclure la dé-stratification du « produit fini », sans quoi l'on se condamne à rester à l'intérieur de « cages mentales » d'autant plus efficaces qu'elles sont invisibles.

Quant à l'usage du mot « sources » assorti d'un adjectif possessif, il est lui-même fort significatif. Il ne serait pas problématique s'il reposait sur l'idée évoquée plus haut que ce qui fait la source, c'est son usage comme source : en ce cas, l'expression « mes sources » signifierait simplement « l'usage que je fais *hic et nunc* des documents que j'ai spécifiquement collectés », ces documents restant ouverts à l'usage d'autres chercheurs. Mais sachant l'usage substantialiste (« objectiviste ») fait du mot « sources », l'expression devient elle-même substantialiste : « mes sources » signifie alors « les documents dont j'ai (sous-entendu : exclusivement) l'usage », l'appropriation précédant l'usage. Cette appropriation privée symbolique (car elle n'a que très rarement un soubassement institutionnel) de documents sous-tend la pratique de l'hyper-spécialisation d'un grand nombre d'historiens, qui fondent leur carrière sur l'exploitation d'un fond d'archive ou d'un type documentaire précis. La « source » renvoie alors à l'idée, toute proche, du gisement, de la *ressource*. Bien que l'image qui vient souvent à l'esprit est celle de l'historien qui se taille un fief (sur lequel il fait travailler nombre d'étudiants), il faut bien voir que ce qui est à l'œuvre n'est ni plus ni moins qu'une logique « capitaliste » : les sources apparaissent bel et bien comme un « capital » dont l'appropriation privée est garantie symboliquement par un ensemble de procédures faiblement institutionnalisées et donc d'autant plus fortement défendues collectivement (les diverses procédures de qualification académique, la condamnation tacite de ceux qui marchent sur les plates-bandes des autres, les diverses stratégies d'auto-défense dogmatique des « spécialistes »). C'est

ainsi à une « appropriation privée des moyens de production » que l'on assiste à travers cette appropriation symbolique des sources considérées comme des objets – ce qui rend parfaitement congruente l'élimination du caractère *produit* des documents puisqu'on sait qu'une telle élimination est justement au cœur du « fétichisme de la marchandise » qui caractérise notre société. À ceci près que cette appropriation privée des sources n'est que symbolique : elle est du même ordre que celle du contremaître vis-à-vis de « ses » machines et « ses » ouvriers. L'historien qui prétend dominer « ses sources » de possède ainsi rien : il ne fait que reproduire à son niveau la logique globale, au double sens du mot « reproduction » – il l'imité et il la perpétue...

Tout ceci doit être vérifié, complété ou infirmé : il ne s'agit là guère que de remarques en l'état actuel de la réflexion sur le problème des « sources ». Mais il apparaît clairement que l'examen de la notion de « sources » et de son usage par les historiens permet de révéler certains aspects de la mythologie historique et les deux dangers auxquels ils sont exposés : le « fétichisme de la source » et la transformation du document en « res-source » personnelle. Divers angles d'approche sont non seulement possibles, mais souhaitables : les origines et la formation de la notion de « source », les représentations connexes qu'elle véhicule, la source comme produit au sens stratifié, la construction des sources par l'historien (y compris dans le cas de l'histoire orale), les usages tacites et acritiques de la notion par les historiens (des diverses périodes) et les conséquences à la fois pratiques et intellectuelles de ces usages.

Joseph Morsel